



LE RÔLE DES MOUVEMENTS SOCIAUX EN FAVEUR DE LA REDEVABILITÉ DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ

ENSEIGNEMENTS DU RÉSEAU DES ONG OEUVRANT DANS LE
DOMAINE DE LA SANTÉ (HENNET) AU KENYA

SEPTEMBRE 2020



Duke

GLOBAL HEALTH
Innovation Center



1.0: CONTEXTE DU RÔLE DE LA REDEVABILITÉ EN FAVEUR DE LA COUVERTURE SANITAIRE UNIVERSELLE (CSU)

La redevabilité sociale est une approche qui consiste à demander aux responsables publics de rendre des comptes sur la prestation de biens publics qui, à l'heure actuelle, sont des obligations étatiques ou sont conformes aux normes et standards socialement acceptés. Dans le secteur de la santé, cette approche vise à améliorer les indicateurs de santé en assurant la mise en œuvre, le maintien et la mesure de solutions et de modèles opérationnels. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) souligne que la redevabilité est un attribut majeur du système de santé, composé (i) des compétences du gouvernement et de l'État de droit, (ii) des partenariats pour les politiques publiques et (iii) de la transparence, du suivi et de l'évaluation, et qu'elle constitue une action sous-jacente à la réalisation de la couverture sanitaire universelle¹. Grâce à la redevabilité, les citoyens et les prestataires de soins sont sensibilisés à leurs droits en matière de santé, des mécanismes sont mis en place pour qu'ils puissent se faire entendre et des outils sont élaborés et utilisés pour tenir les principaux responsables de la mise en œuvre et des résultats des politiques².

David Aberle, spécialiste de l'anthropologie culturelle, a défini les mouvements sociaux comme des regroupements à grande échelle d'individus ou d'organisations ayant des intérêts communs et centrés sur des questions spécifiques afin de réaliser un changement social. Il a classé les mouvements sociaux en quatre catégories : alternatifs, rédempteurs, réformateurs et révolutionnaires. En général, les structures des mouvements sociaux recouvrent un large ensemble d'acteurs comprenant de nombreux individus regroupés au sein de différentes organisations qui, à leur tour, sont regroupées et centralisées sous des plateformes fédératrices. Les membres sont en grande partie issus de la base ou des niveaux locaux en tant qu'organisations ou individus et du niveau communautaire, qui sont reliés au niveau national du mouvement social³.

La relation entre les mouvements sociaux - également appelés "changement par le bas" - et les exigences de

¹ WHO, 2015 *Accountability and UHC*

² World Health Organization 2014

³ http://worldanimal.net/documents/4_Movements_for_Social_Change.pdf

couverture sanitaire universelle est cruciale. Au XXe siècle, les campagnes nationales de réforme de santé ont été lancées et menées par des personnes occupant des postes de haut niveau. Ces personnes étaient plus soucieuses de se défendre contre les attaques de la part des groupes de pression et privilégiaient les changements immédiats et progressifs plutôt que les changements transformateurs dans le domaine des soins de santé⁴. La relation entre un système de couverture sanitaire universelle efficace et efficient et la redevabilité est généralement reconnue. Cependant, la question de savoir si les mouvements sociaux sont une source de motivation pour la promotion de la couverture sanitaire universelle est généralement sous-estimée⁵. Il est important de noter que les mouvements sociaux dynamiques facilitent la transformation des communautés en attirant l'attention sur les problèmes et en mettant en lumière les politiques et les programmes à travers le continent⁶. Ces mouvements le font en offrant des possibilités de participation à la planification, à l'utilisation de ressources publiques limitées, à la création de plateformes de redevabilité sociale, à la transparence de l'information⁷ et à des forums de redevabilité sociale⁷.

Au Kenya, le rôle des mouvements sociaux dans la redevabilité est rarement évalué. Pourtant, ils existent à plusieurs niveaux, prenant différentes formes, des comités de santé au niveau communautaire aux groupes de santé communautaires et aux conseils d'administration des hôpitaux pour le sous-comté et le comté. Les preuves montrent que les mécanismes actuels utilisés pour impliquer les citoyens dans le suivi de la prestation de services et la fourniture de retours constructifs doivent être améliorés⁸. Les mouvements sociaux peuvent combler cette lacune en encourageant les acteurs du secteur de la santé à être redevables de leurs actions et à s'engager dans le renforcement des systèmes de santé nationaux. À cet égard, la création de réseaux et d'alliances est essentielle pour identifier les individus et les organisations qui feront partie du mouvement social. Plusieurs éléments doivent être pris en compte lors de la création d'un mouvement social, tels que le nombre et la répartition géographique, les membres, la force des réseaux de base, les connaissances et les compétences, l'expertise en matière de sensibilisation, de communication publique et de plaidoyer, qui seront essentiels pour diffuser les preuves, présenter les résultats et présenter des arguments convaincants pour persuader les décideurs⁹.

4 *Health Care Reform and Social Movements in the United States | Beatrix Hoffman, PhD 2003*

5 *Social Movements in Health Theodore M. Brown¹ and Elizabeth Fee²*

6 *Inclusion Matters in Africa Maitreyi Bordia das Sabina Anne Espinoza*

7 *Moving Toward a Middle-Class Society Nigeria On the Move: A Journey to Inclusive Growth 2019 World Bank Group*

8 *Citizen engagement in public services in low- and middle-income countries: A mixed-methods systematic review of participation, inclusion, transparency and accountability (PITA) initiatives (Waddington et al 2019).*

9 *Healthy Participation, Healthy People: A Review of Social Accountability Initiatives in Indonesian Policies and Programs 2018 Chris Laugen Clara Siagian Cyril Bennouna Santi Kusumaningrum*

2.0: LE MOUVEMENT SOCIAL DANS LE SECTEUR DE LA SANTÉ: LE CAS DE HENNET

Les mouvements sociaux dans le secteur de la santé sont souvent considérés comme des formes progressives de participation communautaire par lesquelles les citoyens entreprennent des actions pour renforcer la redevabilité des élus, des décideurs et des prestataires de services¹⁰. A la lumière de ce qui précède, nous avons réalisé un entretien avec le Réseau des ONG œuvrant dans le domaine de la santé (HENNET), une organisation cadre des organisations de la société civile dans le domaine de la santé au Kenya, qui compte 107 organisations membres de la société civile dans le domaine de la santé, afin de mieux comprendre à quoi ressemble un mouvement social dans le secteur de la santé.

Depuis sa création en 2005, HENNET assure la coordination des organisations de la société civile dans le domaine de la santé au Kenya en veillant à ce que les sociétés civiles s'expriment d'une seule voix et soient en mesure de définir ensemble des politiques dans le domaine de la santé. Ces organisations offrent également une plateforme de collaboration et de partage des connaissances qui permet aux membres de défendre des questions et de renforcer leurs capacités. Le travail d'HENNET est orienté par une base de données structurée qui associe les questions clés aux ONG respectives impliquées dans un domaine thématique particulier. Par exemple, si la question est liée au VIH, une ONG impliquée dans ce domaine est consultée. L'utilisation d'une telle base de données structurée et axée sur les problèmes rend le travail plus significatif, mais il existe des problèmes généraux qui nécessitent une appropriation commune, comme la couverture sanitaire universelle.

Il s'agit d'un véritable secrétariat pour les ONG œuvrant dans le domaine de la santé, qui les représente lors des réunions, en collaboration avec des experts en la matière contribuant à la diffusion de l'information au reste du réseau. Ce dernier est également impliqué dans la mobilisation des ressources en recherchant des subventions pour le renforcement des capacités et il obtient le soutien technique nécessaire des membres. Cela permet

¹⁰ *Social accountability in primary health care in West and Central Africa: exploring the role of health facility committees* Elsbet Lodenstein^{1*}, Eric Mafuta², Adolphe C. Kpatchavi³, Jean Servais⁴, Marjolein Dieleman⁵, Jacqueline E. W. Broerse⁶, Alpha Amadou Bano Barry⁷, Thérèse M. N. Mambu² and Jurrien Toonen⁵ 2017

également de garantir la participation des membres et de réduire les chevauchements en cartographiant les services fournis par chaque membre.

Pour adhérer au réseau, une organisation doit payer une cotisation. Cette cotisation varie selon qu'il s'agit d'une ONG internationale, d'une ONG locale ou d'une organisation communautaire. Cela s'explique par le fait que la capacité d'accès aux ressources varie. En outre, certains membres demandent à adhérer au réseau, mais parfois le réseau partage des informations sur les avantages du réseau pour inciter les membres à y adhérer. Il est régi par une constitution : une exigence du gouvernement et dispose d'un conseil. Il a une structure décentralisée composée d'un bureau national et de sections de comtés. Il renforce les sections de comté en les mettant en conformité avec la constitution nationale. HENNET influence le plaidoyer et la politique en participant aux processus nationaux par le biais des groupes de travail techniques. Il conseille également le gouvernement sur diverses questions et est conscient du fait que le réseau a contribué au secteur de la santé et aux décisions du gouvernement. Il est impliqué dans la prestation de services et complète le gouvernement par son intermédiaire. Par exemple, il joue un rôle dans la sensibilisation au VIH/SIDA en sensibilisant, en organisant des formations sur le changement de comportement, en effectuant des tests de dépistage du VIH et en offrant des conseils, etc. Il peut le faire grâce au soutien des bailleurs de fonds et des partenaires au développement.

HENNET a connu des succès grâce à son influence sur les décisions du gouvernement. Tout d'abord, elle est capable de négocier avec le gouvernement, ce qui favorise un engagement significatif avec le gouvernement. Deuxièmement, cette organisation a influencé le développement des politiques. Par exemple, elle s'est montrée très active dans le domaine de la santé maternelle et néonatale en soutenant la reproduction de l'approche de la mère kangourou et en s'appuyant sur des innovations qui ont influencé la santé reproductive, comme l'option de planification familiale auto-injectable. Troisièmement, elle a soutenu le gouvernement dans l'élaboration de stratégies. Quatrièmement, il a encouragé la convocation de groupes de travail et le partenariat intergouvernemental qui existe entre le ministère de la Santé et les organisations de la société civile dans le domaine de la santé. Voilà quelques-unes des réussites du réseau.

La plateforme de redevabilité sociale du réseau est comme tout autre groupe de travail pour HENNET. Le groupe de redevabilité sociale tient le gouvernement redevable dans la promotion de la couverture sanitaire universelle.

Pour ce faire, le groupe dispose d'un mandat, d'une gouvernance et d'une mission pour mobiliser des ressources, prendre des décisions et, surtout, s'aligner sur le programme de redevabilité sociale du gouvernement.

Le réseau est ouvert aux organisations ayant des objectifs différents du domaine de la santé et, ensemble, le réseau négocie pour avancer l'agenda de la santé. 90 % des activités du réseau, comme le stipule la stratégie, sont réalisées au moyen d'un engagement pacifique avec le gouvernement. Toutefois, le réseau organise également, par l'intermédiaire de son Mouvement pour la santé du peuple, des manifestations pacifiques lorsque les négociations ne sont pas envisageables. Un exemple en est la rencontre Usawa (mot swahili signifiant égalité), qui a plaidé en faveur de l'égalité. Le réseau s'adapte aux changements en mettant l'accent sur les questions de qualité et se focalise actuellement sur la couverture sanitaire universelle, le financement national et la réduction de la dépendance.

HENNET prend le partenariat multisectoriel au sérieux, surtout lorsque les droits de l'homme sont violés. Elle s'associe également à des organisations qui travaillent dans le domaine du financement et des ODD et, ensemble, elles contribuent à la promotion de la santé. Le réseau est fier de ses membres régionaux et internationaux et cherche à établir des partenariats dans d'autres pays. Il reproduit actuellement son modèle au Malawi et en Tanzanie et diffusera bientôt un rapport sur les principaux enseignements qu'il souhaite reproduire dans l'hémisphère Sud.

3.0: **SUCCÈS DÛ À LA CRÉATION ET À L'UTILISATION DE MOUVEMENTS SOCIAUX DANS LA PROMOTION DE LA REDEVABILITÉ POUR LA CSU**

Les mouvements sociaux partent des propres intérêts des gens et créent une identité autour d'un problème qui concerne leur vie. Le cas de HENNET a montré que les mouvements sociaux peuvent agir comme les premières étapes vers le développement d'un sentiment d'auto-identité en permettant aux individus d'agir sur des griefs. Parmi les exemples d'approches des mouvements sociaux qui ont été couramment utilisées dans la promotion de la redevabilité pour la CSU, on peut citer la sensibilisation des communautés, la création d'une voix et le renforcement de l'action. Cette approche est utile dans le développement d'approches globales qui s'adaptent aux contextes locaux, prennent en compte les partenariats multisectoriels et tiennent compte des dynamiques de pouvoir existantes et des risques associés à un plus grand pouvoir décisionnel. Ce sont des facteurs de réussite essentiels en ce qui concerne les mouvements sociaux et ils devraient être intégrés dans tous les programmes de renforcement des systèmes de santé.

Comme indiqué plus haut, HENNET est en train de s'étendre à des pays comme la Tanzanie et le Malawi et, à ce titre, les pays ont adapté les approches des mouvements sociaux afin de promouvoir la redevabilité pour la couverture sanitaire universelle à travers les mesures suivantes:

3.1 POLICY AND REGULATORY FRAMEWORK

Au Kenya, l'élaboration et la mise en œuvre de chartes de services de santé constituent un autre outil utilisé par des mouvements sociaux comme HENNET pour renforcer la redevabilité tout en accélérant la réalisation de la CSU. Les chartes sont rédigées en collaboration par les patients et les prestataires et détaillent les services offerts dans une structure de santé. Les informations contenues dans la charte comprennent les coûts liés aux services, les temps d'attente et les heures d'ouverture de la structure. Les chartes offrent également aux citoyens une base de référence pour évaluer les services qu'ils reçoivent et tenir les prestataires redevables. Par exemple, le Rassemblement action jeunesse, une initiative d'Amref Health Africa, soutient, encadre et renforce la capacité des jeunes acteurs du plaidoyer à influencer les politiques de la jeunesse dans le domaine des droits à la santé sexuelle et reproductive (DSSR) et se focalise sur un engagement significatif des jeunes dans le cadre de la couverture

sanitaire universelle. Actuellement, le mouvement compte plus de 2000 jeunes acteurs du plaidoyer dans 43 comtés. Il a profité de sa présence en ligne en tant que premier rassemblement virtuel de jeunes panafricains pour défendre son programme avec succès et a développé un cadre de redevabilité pour orienter le changement des politiques en matière de DSSR.

3.2 SENSIBILISATION: INFORMATION ET ÉDUCATION

Les mouvements sociaux constituent une plateforme permettant aux membres de la communauté d'avoir une éducation suffisante concernant leurs droits et les services auxquels ils ont droit, ce qui renforce la capacité communautaire à faire des revendications. Lorsque les membres de la communauté comprennent comment identifier et formuler les problèmes liés à la prestation de services, un dialogue plus efficace entre eux et les prestataires de services peut alors commencer.

L'utilisation des technologies de l'information et de la communication se focalise sur la mise en place de systèmes d'information efficaces et intégrés qui renforcent la redevabilité et la transparence. Les mouvements sociaux soutiennent l'utilisation des TIC en faisant de la sensibilisation sur la création de liens entre les données produites par les structures de santé, les paiements, la redevabilité et l'audit des données.

3.3 VOIX ET AUTONOMISATION : MOBILISATION, SUIVI, PARTICIPATION ET MÉCANISMES DE RETOUR D'INFORMATION

Les mouvements sociaux font écho à la voix des citoyens auprès des prestataires de services de santé et des autorités publiques en engageant les citoyens dans des activités de suivi de la prestation de services, de retour d'information, de planification et d'affectation des ressources. Les mouvements sociaux renforcent les capacités des citoyens et des organes directeurs, ce qui constitue un élément important des initiatives de redevabilité. Renforcer la voix du public nécessite souvent une formation, ce qui à son tour renforce leur capacité à répondre aux commentaires et à les aborder. Le renforcement des capacités implique également la création de réseaux entre les différents groupes au sein des communautés et avec les différents niveaux d'organes directeurs et non directeurs. Préparer chaque acteur en identifiant ses rôles et ses responsabilités permet de l'aider à participer pleinement aux initiatives de redevabilité.

4.0: **CONCLUSION**

Partout, les populations ont le droit de bénéficier de soins de santé abordables et de qualité. Les mouvements sociaux contribuent à la construction d'un monde plus sain en mobilisant et en soutenant l'engagement politique en faveur de la couverture sanitaire universelle (CSU) en tenant le gouvernement redevable. Ces mouvements sont un moyen important de changement social car ils permettent aux individus et aux communautés de s'engager de manière significative auprès de leurs décideurs et responsables politiques. Ils sensibilisent les populations à leurs droits en matière de santé et remettent en question tant le processus que le résultat des décisions sociales et politiques aux niveaux local et mondial. Tous les pays doivent donc prendre des mesures actives pour impliquer leurs populations dans tous les domaines, en tenant compte du contexte et des besoins de la population, dans l'élaboration du programme de santé publique universelle. Les responsables politiques et les décideurs doivent ensuite investir, promulguer des lois et collaborer avec les citoyens pour mettre en place un système de couverture sanitaire universelle.

